

Déclaration des trois sociétés savantes françaises de mathématiques

(Société Française de Statistique (SFdS),

Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles (SMAI),

Société Mathématique de France (SMF))

***Open Access* : mise en garde et effets pervers du système auteur-payeur**

Seconde version, septembre 2012

Les sociétés savantes de mathématiques (SFdS, SMAI, SMF) tiennent à alerter les pouvoirs publics et la communauté scientifique française sur les effets pervers du modèle de publication scientifique dont la presse a récemment parlé à deux occasions sous l'intitulé *Open Access* : lorsque la Grande Bretagne a décidé que tous les travaux universitaires financés par les contribuables britanniques devraient être disponibles en ligne gratuitement et immédiatement¹, et lorsque l'Union Européenne a adopté une position similaire².

Une large partie des articles de mathématiques est déjà en libre accès sur internet, que ceux-ci soient déposés gratuitement sur des serveurs à accès gratuit tels que ArXiv ou HAL, ou qu'ils soient disponibles sur des pages personnelles (ce qu'on désigne actuellement sous le nom de *Green Open Access*). Ces pratiques se sont généralisées à la suite de la *Déclaration de Berlin*³ qui les encourage.

Mais il est question aujourd'hui de tout autre chose. Cette idée généreuse que les articles soient mis à disposition gratuitement sur internet risque d'être détournée et pervertie par certains grands éditeurs commerciaux qui cherchent à imposer le modèle dit *Gold Open Access* (ou encore *auteur-payeur*), où l'article est mis en ligne en accès libre... après que l'auteur ou son institution de rattachement ait payé à l'éditeur une somme importante (on parle de 2.000 euros par article en mathématiques, à comparer aux financements des laboratoires !). C'est le choix fait par le gouvernement britannique. Les sociétés savantes de mathématiques alertent les pouvoirs publics français sur les dangers du *Gold Open Access*.

On dit souvent que la généralisation de l'*Open Access* permettra d'éviter que les contribuables paient deux fois comme ils le font maintenant, puisque actuellement ils paient une première fois pour financer la recherche publique puis une deuxième fois pour les abonnements souscrits par les bibliothèques scientifiques. Rien n'est changé avec le *Gold Open Access* puisque les contribuables paient aussi deux fois, d'abord en finançant la recherche publique puis en payant la publication des articles (pour un montant dont le calcul fait pour l'instant l'objet d'opacité). On dit aussi que l'*Open Access* gomme les inégalités, ce qu'on ne peut nier du point de vue du lecteur (qui bénéficie déjà

¹ le 15 juillet 2012

² le 17 juillet 2012

³ voir <http://oa.mpg.de/lang/en-uk/berlin-prozess/berliner-erklarung/>. Elle a en particulier été signée en France par le CNRS, l'INRIA et la Conférence des Présidents d'Université.

largement du *Green Open Access* et peut toujours s'adresser aux auteurs). Mais un chercheur est toujours à la fois auteur et lecteur. Or le *Gold Open Access* ne peut qu'accroître considérablement les inégalités lorsqu'on veut publier, que ce soit entre laboratoires ou à l'intérieur des laboratoires. La recherche des financements nécessaires va faire revenir de vieilles habitudes, dont le mandarinat et le clientélisme, tout en risquant de laisser de côté des travaux de premier ordre. Que dire aussi des inégalités qui vont encore se creuser entre les pays qui pourront mettre en place des systèmes de financement et ceux qui n'en auront pas les moyens ?

Il est clair que l'édition scientifique est en pleine mutation, sans qu'on puisse vraiment déterminer quel sera le système de demain. L'internationalisation de la recherche, la multiplication des archives ouvertes, l'abandon progressif du papier au profit de l'électronique, l'amélioration continue de l'accès aux ressources en ligne, la croissance exponentielle du nombre d'articles, les ambitions financières démesurées de certains éditeurs commerciaux et leur politique de vente forcée par des abonnements en bouquets, tous ces facteurs rendent inévitable une évolution du système actuel. On peut imaginer des systèmes de publication autres que le *Gold Open Access* qui préservent les intérêts des différents acteurs (auteurs, éditeurs, bibliothèques, laboratoires, organismes financeurs), tout en permettant un accès libre et gratuit à tous, en accord avec la Déclaration de Berlin. Cet accès peut avoir lieu en mode dégradé ou avec une période d'embargo après la publication de l'article. La diffusion des résultats scientifiques peut aussi très bien évoluer vers d'autres systèmes que les revues que nous connaissons aujourd'hui⁴, dès lors que ces nouveaux systèmes garantissent l'accès aux archives sur une longue durée et intègrent les coûts de publication, même très modérés.

Quel que soit l'avenir, et quels que soient les modèles économiques vers lesquels on se dirige au niveau international, il est urgent que les pouvoirs publics français et la communauté scientifique se mobilisent sur ces questions, à la fois pour faire de la prospective à moyen terme et pour réfléchir aux périodes de transition. Les auteurs, acteurs principaux de la création scientifique, doivent être associés étroitement à l'élaboration de ces modèles du futur. Les sociétés savantes françaises de mathématiques sont prêtes à prendre part aux discussions à venir. Si les pouvoirs publics français se décident en faveur d'un accès public aux travaux des chercheurs du type *Open Access*, elles les alertent sur les effets pervers potentiels du modèle *Gold Open Access*.

⁴ Quel que soit le système adopté, le souhait quasi-unanime de la communauté mathématique est que le système actuel d'évaluation par les pairs des articles scientifiques avant leur acceptation (*peer-review*) reste la norme. Ce système repose sur le travail bénévole des scientifiques. Il assure la qualité des articles publiés.